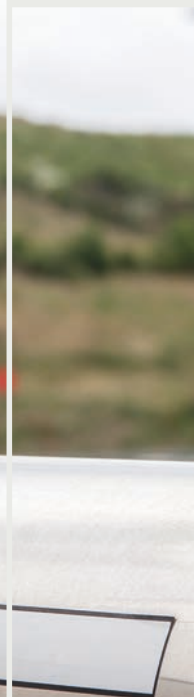


## VOTRE TRANSITION



## NOTRE TRANSITION



# 02

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

<b>2.1</b>	Commentaires sur l'activité et les résultats de l'exercice	106
<b>2.2</b>	Situation financière consolidée	118
<b>2.3</b>	Trésorerie, financements et capitaux	120
<b>2.4</b>	Évolution prévisible, perspectives d'avenir et événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice	125
<b>2.5</b>	Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat	128
<b>2.6</b>	Information sur les dividendes	130
<b>2.7</b>	Facteurs de risques	131

## 2.1 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ ET LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE

### 2.1.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au 31 décembre 2022, Séché Environnement extériorise un chiffre d'affaires contributif de 895,3 millions d'euros en progression de +21,7% par rapport à 2021.

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe a poursuivi une politique dynamique de croissance externe avec l'acquisition d'environ 90 millions d'euros de chiffre d'affaires en année pleine et a accru son offre commerciale en intégrant de nouvelles activités dans les métiers de l'économie circulaire ou des services environnementaux.

Sur la période, Séché Environnement affiche une croissance organique soutenue en France et un fort rebond de ses activités à l'International impulsant à ses résultats consolidés une nouvelle et sensible progression.

Le Groupe a conforté sa situation financière et s'est donné de nouveaux moyens financiers pour pérenniser sa dynamique de croissance.

#### 2.1.1.1 Poursuite d'une politique d'acquisitions dynamique

##### Développement dans les marchés de l'assainissement : intégration de Séché Assainissement et réalisations d'acquisitions complémentaires en France

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le périmètre d'activités des huit agences d'Osis-IDF, dont l'acquisition à 100 % avait été annoncée au 3<sup>e</sup> trimestre 2021<sup>1</sup>, a été intégré sous le nom de Séché Assainissement. Avec cette acquisition, Séché Environnement complète sa gamme de services à l'environnement avec de nouveaux métiers porteurs auprès de clientèles cibles, industrielles ou publiques, et étend son maillage en France.

Fort de plus de 200 collaborateurs hautement qualifiés et d'une flotte d'engins techniques les plus innovants, Séché Assainissement s'affirme comme un spécialiste de la maintenance des réseaux et ouvrages d'assainissement et comme un opérateur de premier plan sur les marchés les plus techniques.

Séché Assainissement s'appuiera sur son portefeuille de contrats récurrents et sécurisés, et sur des acquisitions

complémentaires d'entreprises locales pour étendre son activité d'assainissement au niveau national.

Ainsi, le 6 juillet 2022, Séché Environnement a réalisé l'acquisition de la société Assainissement 34, acteur régional des métiers de l'assainissement, de l'hygiène immobilière et de l'entretien des réseaux. Déjà présent à Villeneuve-lès-Béziers à travers Triadis Services, spécialiste du tri et regroupement de déchets dangereux, Séché Environnement renforce ainsi sa présence territoriale dans cette région à travers cette nouvelle activité de services. Réalisant un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 4 millions d'euros, ce nouveau périmètre a été intégré le 1<sup>er</sup> juillet 2022. Cette acquisition a fait l'objet d'un décaissement de l'ordre de 6 millions d'euros financé par les disponibilités du Groupe. Cette société a été renommée Séché Assainissement 34.

##### Déploiement dans les marchés de l'économie circulaire et de la purification chimique avec l'acquisition de All'Chem

Séché Environnement a réalisé l'acquisition de la société All'Chem, spécialiste en France de la fabrication à façon de produits de chimie fine à destination des industries pharmaceutiques, agrochimiques et vétérinaires.

Réunissant une soixantaine de collaborateurs, la société opère sur un site de production polyvalent situé à Montluçon (Allier) et réalise une cinquantaine de produits pour des clientèles de premier plan, comme BASF, Boehringer Ingelheim ou Sanofi.

Ses savoir-faire et ses capacités de production complètent les expertises et les outils de production de Speichim Processing sur les marchés porteurs de la chimie fine, en particulier dans les activités de niches à forte valeur ajoutée et à fort contenu technologique de la fabrication d'ingrédients actifs et de produits de chimie fine.

Ainsi, elle consolide son pôle « Régénération-Purification » à travers une capacité accrue de proposer des offres intégrant des étapes de réaction en amont et en aval de la distillation. Elle renforce également ses capacités à mettre en œuvre des boucles d'économie circulaire dédiées à la chimie avec la possibilité de transformer les produits pour les valoriser ensuite par distillation.

La société, détenue à 100 % par Speichim Processing, a été intégrée au périmètre de consolidation le 10 juin 2022.

<sup>1</sup> Cf. Communiqué du 2 août 2021

## Prise de position majeure dans les marchés du cycle de l'eau industrielle : acquisition d'un portefeuille d'activités « Eaux industrielles »

Le 30 novembre 2022, Séché Environnement a finalisé l'acquisition, auprès du Groupe Veolia, d'un portefeuille d'activités « Eaux industrielles » en réalisation de la promesse unilatérale d'achat conclue en mai 2022<sup>1</sup>.

A travers cette acquisition, Séché Environnement renforce son expertise dans le cycle de l'eau industrielle et élargit son offre de services à l'industrie, en parfaite complémentarité de ses métiers de gestion d'effluents industriels.

Les actifs cédés comprennent un portefeuille de contrats conclus avec plus de 120 industriels et un réseau de vingt agences en France. L'acquisition de ce portefeuille est complétée par le transfert de quelques 350 collaborateurs, spécialistes des métiers du cycle de l'eau industrielle.

Ces activités, à fort contenu technologique et s'appuyant des expertises rares, enrichissent l'offre d'externalisation portée par Séché Environnement dans le cadre de ses « Offres Globales » auprès de ses clientèles industrielles.

En effet, ils intègrent l'ensemble des métiers du cycle de l'eau industrielle (notamment le traitement d'effluents, la fourniture d'eaux de process recyclées, le *facility management* – y compris la gestion de déchets – et les opérations de maintenance) et permettent ainsi à Séché Environnement de répondre parfaitement aux attentes des grands industriels en matière de gestion déléguée globale de leurs problématiques environnementales concernant l'eau et les déchets.

Cette acquisition confère désormais à Séché Environnement en France une position de premier plan sur des marchés récurrents, à fortes barrières à l'entrée et à fort potentiel.

Environ 38 millions d'euros -en année pleine- ont été transférés à Séché Environnement au 31 décembre 2022. D'autres contrats seront transférés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023.

À la date de la finalisation de l'acquisition, le montant acquitté par Séché Environnement s'élève dans un premier temps, à environ 31 millions d'euros.

## Renforcement au capital de Solarca SLU

Le 15 juin 2022, Séché Environnement a exercé les options d'achat lui offrant la possibilité d'acquérir 9 % complémentaires du solde de la participation de la société Solarca SLU pour un prix de 2,8 millions d'euros. Le pourcentage de détention et d'intérêt sont ainsi portés de 91 % à 100 %.

### 2.1.1.2 Obtention d'un crédit renouvelable assorti de critères à impact ESG

Le 31 mars 2022, Séché Environnement a refinancé, auprès d'un pool de banques françaises et internationales, sa ligne de crédit renouvelable (*Revolving Credit Facility* « RCF ») à échéance 2023.

De maturité allongée -échéance 2027-, cette nouvelle RCF vise à financer les besoins généraux du Groupe. Elle offre des conditions de refinancement améliorées et présente des conditions d'utilisation plus souples pour un montant sensiblement plus élevé que la précédente, soit 200 millions d'euros contre 150 millions d'euros auparavant.

Elle est assortie de trois critères à impact ESG :

- réduction de 10 % à horizon 2025 -base 2020- des émissions de gaz à effet de serre (scope 1 et 2, en France et à périmètre constant) ;
- augmentation de 40 % à horizon 2025 -base 2020- des gaz à effet de serre évités chez les clients du Groupe grâce aux activités de recyclage (en France et à périmètre constant) ;
- baisse du taux de fréquence des accidents du travail (TF1) de 7 points à horizon 2025 (base 2019) avec un taux de gravité (TG) maintenu inférieur ou égal à 1 sur la période (en France).

La marge d'intérêt portée par la RCF sera ajustée en fonction du nombre de critères atteints en 2025 dans les proportions suivantes :

- 5 points de base en cas de réalisation des trois critères ;
- 2,5 points de base en cas de réalisation de deux critères ;
- +2,5 points de base en cas de réalisation d'un seul critère ;
- +5 points de base en cas de réalisation d'aucun critère.

Elle a été tirée à hauteur de 33,0 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition du portefeuille d'activités « Eaux Industrielles » auprès de Veolia.

<sup>1</sup> Cf. communiqué du 24 mai 2022

### 2.1.1.3 Croissance organique soutenue sur l'ensemble des périmètres

En 2022, Séché Environnement affiche un chiffre d'affaires contributif en croissance soutenue de +14,4 % à périmètre et change constants par rapport à 2021, portée en France par sa dynamique commerciale au sein de marchés porteurs, alors que l'International extériorise une forte progression de son chiffre d'affaires sur l'ensemble des zones où le Groupe est implanté, accentuée de surcroît par le rebond des activités de certaines filiales encore pénalisées en 2021 par les conséquences de la pandémie.

#### France : dynamisme commercial sur des marchés bien orientés

Opérateur intégré des métiers de l'économie circulaire et des services environnementaux, Séché Environnement bénéficie en France de marchés durablement portés par les évolutions réglementaires favorisant l'économie circulaire et la lutte contre le changement climatique.

En 2022, la crise de l'énergie et des matières premières a soutenu la croissance en renforçant l'attractivité de ses offres de solutions de valorisation au regard des enjeux cruciaux de ses clients industriels ou collectivités publiques pour accéder à des ressources, matières ou énergie, disponibles et à un prix compétitif.

La croissance organique du Groupe a également été confortée par des opportunités de marché, contrats « spots » de taille significative dans les métiers de la dépollution et de l'urgence environnementale pour un montant de 10 millions d'euros environ, qui ont accéléré la croissance du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice en particulier.

Au total, Séché Environnement affiche en France une croissance organique très sensible, de +10,9 % par rapport à l'an passé, illustrant la pertinence de son offre commerciale au regard des enjeux sociétaux de long terme comme des impératifs à court terme en matière d'accès aux ressources, matières ou énergie.

#### International : haut niveau d'activité sur l'ensemble des zones

Au cours de l'exercice 2022, les marchés à l'International ont connu une évolution très favorable sur l'ensemble des zones géographiques, soutenus par la bonne orientation des économies locales et/ou le bon niveau d'activité des clientèles industrielles locales qui ont bénéficié de leur exposition favorable au secteur des matières premières et de l'énergie.

De plus, la croissance de l'exercice reflète pour partie le fort rebond des activités de Solarca et des filiales en Amérique

Latine (Pérou et Chili), périmètres encore très pénalisés en 2021 par les conséquences de la pandémie.

Enfin, la croissance à l'International enregistre la contribution de marchés « spots » dans les métiers de la dépollution et de l'urgence environnementale, en particulier au Pérou (Kanay) et en Afrique du Sud (Spill Tech) : ces marchés « spot » d'un montant exceptionnel ont contribué à la croissance pour près de 15 millions d'euros.

Ainsi, les activités à l'International affichent une croissance très soutenue de +23,4 % à périmètre et change constants.

### 2.1.1.4 Résultats opérationnels en sensible progression

L'exercice 2022 démontre une nouvelle hausse des résultats opérationnels consolidés et, à périmètre constant, la poursuite de l'amélioration de la rentabilité opérationnelle brute et courante.

Ainsi, **l'Excédent Brut d'Exploitation** (EBE) atteint 201,6 millions d'euros, soit 22,6 % du chiffre d'affaires contributif, marquant une hausse de +18,4 % sur un an (vs. 170,3 millions d'euros, soit 23,1 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt).

**À périmètre constant**, il ressort en hausse de +15,2 % (à change constant) pour atteindre 197,5 millions d'euros, soit 23,3 % du chiffre d'affaires contributif.

Cette amélioration de la rentabilité opérationnelle brute à périmètre constant par rapport à l'an passé reflète la solide contribution du périmètre France et la forte progression de la rentabilité opérationnelle brute à l'International :

- **L'EBE France** affiche une hausse de +11,0 % à 146,9 millions d'euros, soit 24,9 % du chiffre d'affaires contributif, taux de marge identique à l'an passé. Il bénéficie d'effets commerciaux favorables (effets volumes, effets mix et effets prix positifs) et des effets positifs de la politique d'efficacité industrielle sur la disponibilité des outils. Toutefois, il supporte, à hauteur de (6,0) millions d'euros environ, le plafonnement des profits infra-marginaux des producteurs d'électricité mis en place de façon rétroactive par la loi de finances pour 2023. Hormis cet impact, l'EBE France se serait établi, toutes choses égales par ailleurs, à 25,9 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 24,9% un an plus tôt), démontrant la résilience de la marge brute opérationnelle y compris dans un contexte inflationniste.
- **L'EBE International** progresse de +29,7 % (à change constant) et ressort à 50,6 millions d'euros, soit 19,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 37,9 millions d'euros à 18,6 % du chiffre d'affaires contributif en 2021), porté par l'amélioration de l'activité (effets volumes et effets mix) sur l'ensemble des zones et notamment, en Amérique Latine et chez Solarca.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** s'établit à 91,3 millions d'euros soit 10,2 % du chiffre d'affaires contributif marquant une forte hausse de +27,7 % en données publiées par rapport à l'an passé (71,5 millions d'euros, soit 9,7 % du chiffre d'affaires contributif).

**À périmètre constant**, la progression reste très soutenue (+26,0 % à change constant) et porte le ROC à 90,7 millions d'euros soit 10,7 % du chiffre d'affaires contributif. Cette hausse résulte de la bonne performance des périmètres France et International :

- Le **ROC France** atteint 63,1 millions d'euros soit 10,7 % du chiffre d'affaires contributif, reflétant la progression organique de l'EBE minorée, en particulier, de l'augmentation des dotations aux amortissements liées aux investissements récents notamment dans les métiers de gestion de la Dangersité.
- Le **ROC International** s'établit à 27,6 millions d'euros soit 10,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 16,8 millions d'euros, soit 8,2 % du chiffre d'affaires contributif en 2021). Cette vive progression (+59,5% à change constant) correspond à la hausse de l'EBE de ce périmètre et enregistre la progression des amortissements liée à la montée en puissance des nouvelles capacités de Interwaste et celles de Mecomer.

Le **Résultat opérationnel (RO)** atteint 87,0 millions d'euros, soit 9,7 % du chiffre d'affaires contributif, en hausse (+26,6 % à change courant) par rapport à l'an passé. Cette évolution retrace la progression du ROC minorée, notamment, des effets du regroupement d'entreprises, à hauteur de (4,5) millions d'euros vs. (0,9) million d'euros en 2021.

### 2.1.1.5 Forte hausse du résultat net part du Groupe - Augmentation du dividende

#### Résultat financier

Au 31 décembre 2022, le Résultat financier s'établit à (18,5) millions d'euros contre (24,1) millions d'euros fin 2021.

Cette amélioration reflète la légère réduction du coût de l'endettement brut, à (17,8) millions d'euros vs. (18,4) millions d'euros il y a un an, avec un coût de la dette brute à 2,56 % (vs. 2,76 % en 2021) et surtout, la réduction sensible du poste « Autres produits et charges financiers », à (0,9) million d'euros vs. (4,7) millions d'euros en 2021, qui comptabilisait l'an passé à hauteur de (4,4) millions d'euros, des indemnités de remboursement anticipé de la dette bancaire senior à échéance 2023 et de certains emprunts obligataires (« euro-PP ») de même échéance.

#### Impôts sur les résultats

Au 31 décembre 2022, le poste « Impôts sur les résultats » s'établit à (19,2) millions d'euros vs. (14,1) millions d'euros en 2021 soit un taux d'imposition effectif de 28,1 % vs. 31,5 %.

### Résultat net consolidé

Après comptabilisation de la quote-part dans les résultats des entreprises associées, soit (1,3) million d'euros au 31 décembre 2022 vs. (0,9) million d'euros un an plus tôt. Le Résultat net de l'ensemble consolidé s'établit au 31 décembre 2022 à 47,9 millions d'euros vs. 29,6 millions d'euros en 2021.

Net de la part des participations ne donnant pas le contrôle, à hauteur de (3,3) million d'euros, le **Résultat net part du Groupe** s'établit à 44,6 millions d'euros, soit 5,0 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 (vs. 28,4 millions d'euros, soit 3,9 % du chiffre d'affaires contributif en 2021).

Le **Résultat net par action** s'établit à 5,72 euros vs. 3,64 euros au 31 décembre 2021. Le **dividende** est porté de 1,00 euro à 1,10 euro par action et détachera le 7 juillet 2023 et sera mis en paiement à compter du 11 juillet 2023.

### 2.1.1.6 Situation financière solide

En 2022, les **investissements industriels comptabilisés** s'établissent à 105,0 millions d'euros soit 11,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 92,4 millions d'euros en 2021, soit 12,6 % du chiffre d'affaires contributif) :

- les investissements de maintenance ont été particulièrement maîtrisés à 57,4 millions d'euros, soit 6,4 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 50,4 millions d'euros en 2021, soit 6,8 % du chiffre d'affaires contributif), notamment en raison des effets de la politique d'efficacité industrielle ;
- les investissements de développement s'élèvent à 47,6 millions d'euros, soit 5,3 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 42,0 millions d'euros en 2021, soit 5,7 % du chiffre d'affaires contributif) et concernent essentiellement des investissements de croissance dans les activités de Services ainsi que dans les outils de traitement thermique (Gestion de la Dangersité).

Le **cash flow opérationnel disponible** s'établit 78,4 millions d'euros (vs. 77,8 millions d'euros en 2021), extériorisant un taux de conversion de l'EBE en cash de 39 % (vs. 46 % il y a un an). Cette évolution est notamment liée à la variation du besoin en fonds de roulement pénalisée en 2022, à hauteur de (5,8) millions d'euros, par l'intégration et le développement des activités « Assainissement ».

La **trésorerie active** s'élève à 126,2 millions d'euros, vs. 172,2 millions d'euros un an plus tôt, variation qui reflète le financement des acquisitions réalisées en 2022. La **situation de liquidité** est solide, à 313,1 millions d'euros au 31 décembre 2022 vs. 342,2 millions d'euros fin 2021. La **dette financière nette** s'établit à 587,4 millions d'euros vs. 474,9 millions d'euros au 31 décembre 2021. Cette évolution retrace, pour +100 millions d'euros environ, les effets de périmètre (décaissements de la juste valeur des titres, BFR et locations financières des sociétés acquises) et pour +27,0 millions d'euros environ, la variation non cash - à périmètre constant - liée notamment aux locations (IFRS 16).

## 2.1.2 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ ET LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2022

### 2.1.2.1 Informations financières sélectionnées sur les résultats du Groupe

#### Extraits des états primaires consolidés

En millions d'euros	2021	2022	Variation brute
Chiffre d'affaires publié	790,1	972,7	+23,1%
<b>dont CA contributif</b>	<b>735,8</b>	<b>895,3</b>	<b>+21,7%</b>
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>170,3</b>	<b>201,6</b>	<b>+18,4%</b>
Taux de marge brut opérationnelle en % du CA contributif	23,1 %	22,6 %	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>71,5</b>	91,3	<b>+27,7%</b>
Taux de marge opérationnelle courante en % du CA contributif	9,7 %	10,2 %	
Résultat opérationnel	68,7	87,0	+26,6%
Résultat financier	(24,1)	(18,5)	-23,2%
Impôt sur les résultats	(14,1)	(19,2)	+36,2%
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(0,9)	(1,3)	
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>29,6</b>	<b>47,9</b>	<b>+61,8%</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(1,2)	(3,3)	
<b>Dont part du Groupe</b>	<b>28,4</b>	<b>44,6</b>	<b>+57,0%</b>
<b>Résultat par action</b> (en euros)	<b>3,64</b>	5,72	<b>+57,0%</b>
Cash flow opérationnel récurrent	139,5	179,1	+28,4%
Investissements industriels décaissés nets	87,4	95,7	+9,5%
<b>Cash flow opérationnel disponible</b>	<b>77,8</b>	<b>78,4</b>	<b>+0,8%</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	172,2	126,2	-26,7%
<b>Dettes financières nettes (IFRS)</b>	<b>474,9</b>	<b>587,4</b>	<b>+23,7%</b>
Levier financier	2,7x	2,8x	+0,1x

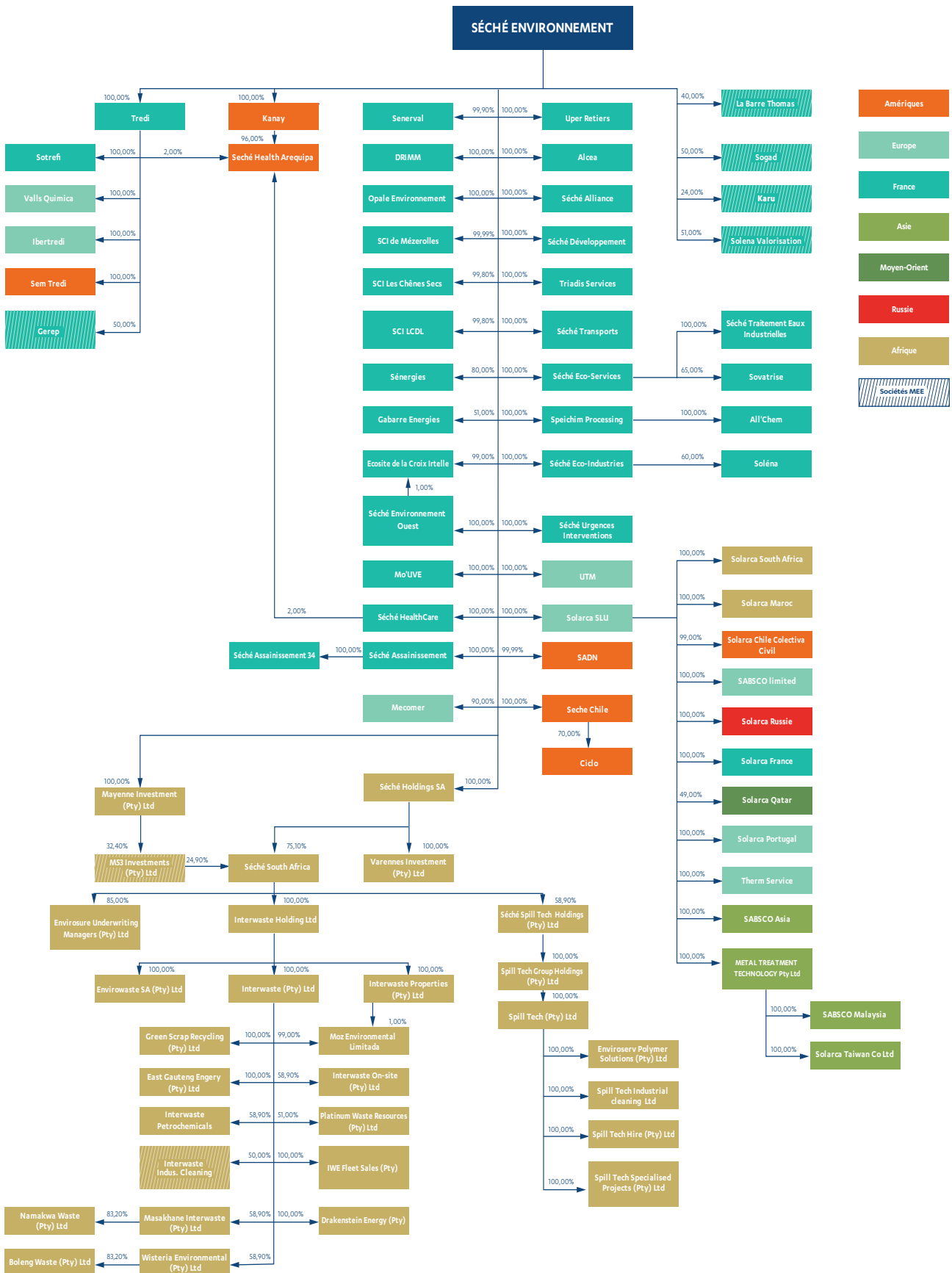
#### Définitions

**Chiffre d'affaires contributif** : chiffre d'affaires consolidé publié net 1/ du chiffre d'affaires IFRIC 12 représentatif des investissements réalisés sur les actifs concédés et comptabilisés en chiffre d'affaires conformément à l'interprétation IFRIC 12 ; 2/ de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) acquittée par le producteur de déchets et collectée pour compte de l'Etat par les opérateurs de traitement.

**Cash flow opérationnel récurrent** : excédent brut d'exploitation augmenté des dividendes reçus des participations et du solde des autres produits et charges opérationnels cash (y compris résultat de change) et diminué des charges cash de réhabilitation et d'entretien des sites de traitement et des actifs concédés (y compris charges de Grand Entretien et Réparation -GER-).

**Cash flow opérationnel disponible** : cash flow opérationnel récurrent diminué de la variation de besoin en fonds de roulement, des impôts décaissés, des intérêts bancaires décaissés nets (dont intérêts liés aux locations financières) et des investissements industriels récurrents (maintenance), et avant investissements de développement, investissements financiers, dividende et financements.

Organigramme de consolidation





## 2.1.2.2 Commentaires sur l'évolution de l'activité en 2022<sup>1</sup>

### Chiffre d'affaires publié et chiffre d'affaires contributif - Effet de périmètre

Au 31 décembre 2022, Séché Environnement publie un **chiffre d'affaires consolidé** de 972,7 millions d'euros, vs. 790,1 millions d'euros un an plus tôt.

Il intègre un chiffre d'affaires non contributif à hauteur de 77,4 millions d'euros (vs. 54,3 millions d'euros au 31 décembre 2021) décomposé comme suit :

Au 31 décembre	2021	2022
Investissements « IFRIC 12 » <sup>2</sup>	8,7	21,7
TGAP <sup>3</sup>	45,6	55,7
<b>CA non contributif</b>	<b>54,3</b>	<b>77,4</b>

Données consolidées en millions d'euros

Net du chiffre d'affaires non contributif, le **chiffre d'affaires contributif** s'établit à 895,3 millions d'euros au 31 décembre 2022 extériorisant une hausse de +21,7 % à change courant par rapport au 31 décembre 2021 (735,8 millions d'euros).

Il intègre un **effet de périmètre** de 48,3 millions d'euros qui se décompose comme suit :

- Spill Tech (Afrique du Sud), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021 : 8,5 millions d'euros ;
- Séché Assainissement (France), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 : 26,8 millions d'euros ;
- All'Chem (France), intégrée à compter du 10 juin 2022 : 8,8 millions d'euros ;
- Séché Assainissement 34 (France), intégrée à compter du 6 juillet 2022 : 2,0 millions d'euros ;
- Séché Traitement Eaux Industrielles (France), intégrée à compter du 30 novembre 2022 : 2,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2022	France	International	Total
Filière Déchets dangereux	11,1	8,5	<b>19,6</b>
Filière Déchets non dangereux	28,7	-	<b>28,7</b>
<b>Total effet de périmètre</b>	<b>39,8</b>	<b>8,5</b>	<b>48,3</b>

**À périmètre constant**, le chiffre d'affaires contributif s'établit à 847,0 millions d'euros marquant une forte progression de +15,1 % par rapport au 31 décembre 2021 en données publiées, et de +14,4 % à taux de change constant.

### Analyse du chiffre d'affaires contributif par zone géographique

Au 31 décembre	2021		2022		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	
Filiales en France	531,7	72,3 %	629,3	70,3 %	<b>+18,4 %</b>
dont effet de périmètre	-	-	39,8	-	-
Filiales à l'international	204,1	27,7 %	266,0	29,7 %	<b>+30,3 %</b>
dont effet de périmètre	34,0	-	8,5	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF</b>	<b>735,8</b>	<b>100,0 %</b>	<b>895,3</b>	<b>100,0 %</b>	<b>+21,4 %</b>

Données consolidées à change courant. À change constant, le chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2021 se serait établi à 740,3 millions d'euros, extériorisant un effet de change positif de +4,5 millions d'euros.

<sup>1</sup> Sauf spécification expresse, les commentaires ci-après se réfèrent au chiffre d'affaires contributif.

<sup>2</sup> Investissements réalisés sur les actifs concédés comptabilisés en chiffre d'affaires et en charges opérationnelles au niveau de l'excédent brut d'exploitation conformément à l'interprétation IFRIC 12. En 2022, ils représentaient essentiellement les investissements réalisés sur l'incinérateur Mo'UVE de Montauban.

<sup>3</sup> Taxe générale sur les activités polluantes, acquittée par le producteur de déchets et collectée puis reversée à l'État par Séché Environnement au titre de certaines de ses activités en France.

L'exercice 2022 confirme un haut niveau d'activité en France et à l'International qui enregistre de surcroît un fort rebond de son chiffre d'affaires sur ses marchés encore pénalisés en 2021 par les suites de la crise Covid :

- **En France**, le chiffre d'affaires contributif s'affiche en croissance sensible (+18,4 %), à 629,3 millions d'euros vs 531,7 millions d'euros au 31 décembre 2021. Cette forte progression intègre un effet de périmètre de 39,8 millions d'euros (cf. supra).

**À périmètre constant**, le chiffre d'affaires contributif réalisé par les filiales françaises s'établit à 589,5 millions d'euros marquant une hausse de +10,9 % sur la période.

Séché Environnement a bénéficié de marchés industriels et collectivités soutenus par les activités de services et d'économie circulaire. Cette dynamique commerciale a permis au Groupe de bénéficier d'effets volumes et d'effets prix favorables, tandis que les activités de services, ont connu une forte croissance, renforcée des contrats d'une ampleur exceptionnelle dans les métiers d'urgence environnementale pour environ 10 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires réalisé en France représente 70,3 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 (vs. 72,3 % un an plus tôt) ;

- **À l'International**, le chiffre d'affaires contributif s'établit à 266,0 millions d'euros vs. 204,1 millions d'euros au 31 décembre 2021, soit +30,3 % en données publiées.

Le chiffre d'affaires International intègre un effet de périmètre de +8,5 millions d'euros (cf. supra). Il enregistre également un effet de change positif de +5,0 millions d'euros principalement lié à l'appréciation du Rand sud-africain et dans une moindre mesure, du Sol péruvien.

**À périmètre constant**, la progression du chiffre d'affaires à l'international ressort à +23,4 % (à change constant) sur la période, illustrant le retour de toutes les zones géographiques à une forte croissance :

- La zone Europe – hors Solarca – (CA : 81,4 millions d'euros, en hausse de +15,6 %) enregistre la hausse sensible des activités de Mecomer – activité de plateforme de déchets dangereux en Italie – qui bénéficie de la montée en puissance de ses nouvelles capacités et la bonne orientation des activités de Valls Quimica – régénération de solvants en Espagne – positionnée sur les marchés de l'économie circulaire appliquée aux produits chimiques ;
- La zone Afrique du Sud (CA : 116,3 millions d'euros, en hausse de +11,6 % à change constant) : Interwaste confirme la bonne orientation de ses marchés de gestion de déchets alors que Spill Tech poursuit sa forte croissance sur les marchés de l'urgence environnementale avec un exercice caractérisé par des contrats d'ampleur exceptionnelle. À noter l'effet de change positif de +3,2 millions d'euros lié à l'appréciation du rand vis-à-vis de l'euro sur l'exercice ;
- La zone Amérique Latine (CA : 28,7 millions d'euros, en progression de +85,6 % à change constant) fait preuve de rebond sur des marchés mieux orientés après deux années pénalisées par les conséquences de la pandémie. La zone bénéficie également du dynamisme des activités d'urgence environnementale avec des contrats d'ampleur exceptionnelle (Pérou) ;
- Solarca – Europe et Reste du Monde – (CA : 31,1 millions d'euros – en hausse de +66,3 % à change constant) connaît une reprise forte et durable de son activité après deux exercices fortement affectés par la crise Covid.

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales implantées à l'international représente 29,7 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 (vs. 27,7 % un an plus tôt).

## Analyse du chiffre d'affaires contributif par activité

Au 31 décembre	2021		2022		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Services	301,4	41,0 %	405,9	45,3 %	<b>+34,7 %</b>
dont effet de périmètre	34,0	-	39,5	-	
Economie circulaire et décarbonation	243,1	33,0 %	286,0	32,0 %	<b>+17,6 %</b>
dont effet de périmètre	-	-	8,8	-	
Gestion de la dangerosité	191,3	26,0 %	203,4	22,7 %	<b>+6,3 %</b>
dont effet de périmètre	-	-	-	-	
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF</b>	<b>735,8</b>	<b>100,0 %</b>	<b>895,3</b>	<b>100,0 %</b>	<b>+21,4 %</b>

Données consolidées à change courant.

Les activités de Services et celles liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation ont porté la croissance en 2022.

**Les activités de Services** affichent un chiffre d'affaires de 405,9 millions d'euros au 31 décembre 2022 soit une hausse de +34,7 % en données publiées).

Cette progression intègre un effet de périmètre de 39,5 millions d'euros lié à la consolidation des nouvelles activités d'assainissement et de gestion des effluents industriels ainsi qu'à la contribution de Spill Tech sur deux mois supplémentaires.

**À périmètre constant**, les activités de Services s'inscrivent en progression de +18,9 % (à change constant) sur un an.

Elles ont bénéficié :

- En France (CA : 196,6 millions d'euros en hausse de +13,0 %), de la contribution des services grands comptes, notamment les « offres globales » qui répondent aux besoins croissants des clientèles industrielles en matière d'externalisation de leurs problématiques de développement durable, et du dynamisme des Services à l'environnement (dépollutions, interventions d'urgence) en particulier sur la première partie de l'exercice qui a enregistré des contrats d'ampleur exceptionnelle à hauteur de 10 millions d'euros environ ;
- À l'International (CA : 169,8 millions d'euros en hausse de +26,0 % à change constant : du retour de Solarca à une forte croissance et du dynamisme des activités d'urgence environnementale en Afrique du Sud et au Pérou qui ont, de plus, enregistré des contrats d'ampleur exceptionnelle à hauteur de 15 millions d'euros environ au 1<sup>er</sup> semestre 2022.

Les activités de Services représentent 45,3 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 (vs. 41,0 % un an plus tôt).

**Les activités liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation** enregistrent un chiffre d'affaires de (286,0 millions d'euros au 31 décembre 2022 soit une progression de +17,6 % en données publiées).

**À périmètre constant**, la croissance ressort à +14,0 % à change constant.

Cette progression reflète :

- En France (CA : 198,8 millions d'euros en hausse de +12,8 %), la bonne orientation des activités de valorisation matières portées par la mise en œuvre des réglementations liées à l'économie circulaire ainsi que celle des activités de valorisation énergétique soutenues par la hausse des prix de l'énergie. À noter que le chiffre d'affaires des ventes d'énergie intègre, à hauteur de 10 millions d'euros environ, le produit des ventes d'électricité réalisées à des prix supérieurs à 175 euros par MWh et qui ont fait l'objet d'une taxation exceptionnelle comptabilisée à hauteur de (6,0) millions d'euros environ dans le poste « Impôts et taxes » ;
- À l'International (CA : 78,3 millions d'euros en hausse de +17,2 % à change constant), la bonne orientation des activités de Valls Quimica (régénération de produits chimiques en Espagne).

Les activités liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation représentent 32,0 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 (vs. 33,0 % un an plus tôt).

**Les activités liées à la Gestion de la dangerosité** totalisent un chiffre d'affaires de 203,4 millions d'euros, en hausse de +6,3 % en données publiées et de +7,3 % à change constant :

- En France, les activités de gestion de la dangerosité affichent une hausse de +6,9 % à 194,0 millions d'euros. Elles ont bénéficié d'effets volumes et surtout d'effets prix favorables sur des marchés caractérisés par le bon niveau d'utilisation des installations ;
- À l'International, à 9,4 millions d'euros, ces activités affichent une hausse de +14,6 % à change constant reflétant la bonne orientation des marchés en Amérique Latine notamment.

Les activités liées à la Gestion de la dangerosité représentent 22,7 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 (vs. 26,0 % un an plus tôt).

## Analyse du chiffre d'affaires contributif par filière

Au 31 décembre	2021		2022		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Filière Déchets dangereux	483,9	65,8 %	568,8	63,5 %	<b>+17,5 %</b>
dont effet de périmètre	34,0	-	19,6		
Filière Déchets non dangereux	251,9	34,2 %	326,5	36,5 %	<b>+29,6 %</b>
dont effet de périmètre	-	-	28,7		
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF</b>	<b>735,8</b>	<b>100,0 %</b>	<b>895,3</b>	<b>100,0 %</b>	<b>+21,7 %</b>

Données consolidées à change courant.

**La filière Déchets Dangereux (DD)**, qui représente 63,5 % du chiffre d'affaires contributif consolidé (vs. 65,8 % il y a un an), a réalisé un chiffre d'affaires de 568,8 millions d'euros, en progression de +17,5 % par rapport au 31 décembre 2021. L'effet de périmètre est de 19,6 millions d'euros (cf. supra).

**À périmètre constant**, la croissance de la filière ressort à +10,4 % (à change constant), soutenue par le dynamisme des marchés industriels sur la plupart des zones géographiques :

- En France, la filière a réalisé un chiffre d'affaires de 364,0 millions d'euros, en hausse de +9,2 % par rapport à l'exercice 2021. Sur la période, la filière a été portée par les activités d'économie circulaire (valorisation matières et énergie) et par ses activités de services (offres globales, urgence environnementale) ;
- À l'International, le chiffre d'affaires de la filière s'établit à 185,1 millions d'euros au 31 décembre 2022 soit une progression de +12,8 % à change constant, illustrant la dynamique des marchés de Services (urgence environnementale) et de Gestion de la dangerosité sur la période.

**La filière Déchets non dangereux (DND)** qui représente 36,5 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 34,2 % il y a un an), affiche un chiffre d'affaires contributif de 326,5 millions d'euros, en hausse de +29,6 % sur un an en données publiées.

Cette progression intègre un effet de périmètre de 28,7 millions d'euros (cf. supra).

**À périmètre constant**, la croissance de la filière ressort à +22,4 % (à change constant) reflétant :

- En France (CA à 225,4 millions d'euros en hausse de +13,6 %), la forte progression des activités liées à l'Économie circulaire (notamment la valorisation énergétique), et la bonne orientation des activités de Gestion de la dangerosité ;
- À l'International (CA à 72,4 millions d'euros en hausse de +61,2 % à change constant), le dynamisme des marchés en Afrique du Sud et surtout en Amérique Latine.

### 2.1.2.3 Commentaires sur l'évolution des résultats en 2022

#### Excédent brut d'exploitation

Au 31 décembre 2022, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) atteint 201,6 millions d'euros, soit 22,6 % du chiffre d'affaires contributif, marquant une hausse de +18,4 % en données publiées sur un an (vs. 170,3 millions d'euros, soit 23,1 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt).

Cette progression intègre un effet de périmètre de +4,1 millions d'euros lié à la contribution de Spill Tech sur 2 mois supplémentaires ainsi qu'à la contribution *pro rata temporis* des acquisitions intégrées au périmètre durant l'exercice 2022. L'effet de change est positif et s'établit à +1,1 million d'euros.

**À périmètre constant**, l'EBE affiche une progression de +15,2 % (à change constant) sur la période et ressort à 197,5 millions d'euros, soit 23,3 % du chiffre d'affaires contributif.

La hausse de l'EBE (+27,2 millions d'euros) retrace essentiellement :

- Des effets volumes et des effets mix positifs pour +77,8 millions d'euros, bénéficiant autant au périmètre France qu'au périmètre International grâce d'une part, à la dynamique commerciale très favorable des ces périmètres et d'autre part, à la politique d'efficacité industrielle qui optimise la disponibilité des outils ;
- Des effets prix positifs pour +67,9 millions d'euros, en lien avec le bon niveau d'utilisation des outils en France.

Partiellement compensés par les évolutions :

- Des charges opérationnelles variables (+74,2 millions d'euros), reflétant, pour +37,8 millions d'euros, l'impact du rebond de l'activité à l'International, et pour +18,7 millions d'euros, la hausse du coût de l'énergie ;
- Des charges fixes (+38,8 millions d'euros), en lien notamment avec le renchérissement des coûts de maintenance et la hausse des charges de personnel ;
- de diverses charges (+5,5 millions d'euros), dont, à hauteur de 6,0 millions d'euros environ, l'impact de mesures instaurées par la loi de finances 2023 visant à plafonner de manière rétroactive les produits infra marginaux des producteurs d'électricité. Hors cet impact, l'EBE se serait établi, toutes choses égales par ailleurs, à 24,0 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 23,1 % un an plus tôt), illustrant la forte résilience de la marge brute opérationnelle y compris dans un contexte inflationniste.

01

02

03

04

05

06

## Analyse de l'EBE par périmètre géographique

Au 31 décembre	2021			2022		
En millions d'euros	Consolidé	France	International	Consolidé	France	International
CA contributif	735,8	531,7	204,1	895,3	629,3	266,0
<b>EBE</b>	<b>170,3</b>	<b>132,4</b>	<b>37,9</b>	<b>201,6</b>	<b>148,7</b>	<b>52,9</b>
% CA contributif	23,1 %	24,9 %	18,6 %	22,6 %	23,6 %	19,9 %

Données consolidées à change courant.

Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **Sur le périmètre France**, l'EBE atteint 148,7 millions d'euros à 23,6 % du chiffre d'affaires contributif, (vs. 132,4 millions d'euros soit 24,9 % du chiffre d'affaires contributif en 2021).

Cette progression intègre un effet de périmètre de +1,8 million d'euros correspondant à la contribution *pro rata temporis* des activités consolidées en 2022.

**A périmètre constant**, l'EBE France s'établit ainsi à 146,9 millions d'euros, soit 24,9 % du chiffre d'affaires contributif, au même niveau que l'an passé, principalement en raison :

- Des effets commerciaux favorables (volumes et mix), à hauteur de +18,1 millions d'euros, en lien avec la bonne orientation des marchés en France et les effets positifs de la politique d'efficacité industrielle sur la disponibilité des outils et l'efficacité des procédés (logistique en particulier) ;
- Des effets prix positifs à hauteur de +63,6 millions d'euros, illustrant le bon niveau d'utilisation des outils ;
- La hausse des charges opérationnelles variables (+63,6 millions d'euros), dont une partie reflète le renchérissement des achats d'énergie et des matières premières ;
- La progression des charges fixes (+25,3 millions d'euros), en lien avec la hausse des coûts de maintenance et de la hausse des charges de personnels ;
- L'évolution pour +5,5 millions d'euros de diverses charges dont les mesures instaurées par la loi de finances pour 2023 visant à plafonner de manière rétroactive les produits infra-marginaux des producteurs d'électricité qui ont impacté ce solde à hauteur de 6,0 millions d'euros environ. Hormis cet impact, l'EBE France se serait établi, toutes choses égales par ailleurs, à 25,9 % du chiffre d'affaires contributif, démontrant la forte résilience de la marge d'EBE de ce périmètre dans un contexte inflationniste.

- **Sur le périmètre international**, l'EBE s'affiche à 52,9 millions d'euros soit 19,9 % du chiffre d'affaires contributif. Il intègre un effet de périmètre de +2,3 millions d'euros lié à la contribution de Spill Tech sur 2 mois supplémentaires. L'effet de change est positif de +1,1 million d'euros.

**À périmètre constant**, l'EBE connaît une forte hausse de +29,7% (à change constant) et ressort à 50,6 millions d'euros, soit 19,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 37,9 millions d'euros, soit 18,6 % du chiffre d'affaires contributif en 2021).

Cette évolution (+12,7 millions d'euros) reflète principalement :

- Des effets volumes et mix favorables, à hauteur de +59,8 millions d'euros reflétant l'amélioration de l'activité par rapport à 2021, notamment en Amérique Latine et chez Solarca ;
- Des effets prix positifs, pour +4,3 millions d'euros ;
- Des charges opérationnelles variables en hausse de +37,8 millions d'euros en lien avec l'activité ;
- Des charges fixes en progression de +13,6 millions d'euros, principalement liée aux charges de personnel.

### Résultat opérationnel courant

Au 31 décembre 2022, le Résultat opérationnel courant (ROC) s'établit à 91,3 millions d'euros soit 10,2 % du chiffre d'affaires contributif marquant une forte hausse de +27,7 % en données publiées par rapport à l'an passé (71,5 millions d'euros soit 9,7 % du chiffre d'affaires contributif).

Il intègre un effet de périmètre de +2,0 millions d'euros lié à la contribution de Spill Tech sur 2 mois supplémentaires et celles, *pro rata temporis*, des activités intégrées en 2022. L'effet de change est positif à +0,5 million d'euros.

**À périmètre constant**, le ROC affiche une sensible progression (+26,0 % à change constant) et atteint à 90,7 millions d'euros soit 10,7 % du chiffre d'affaires contributif. Cette amélioration reflète, pour l'essentiel, la hausse organique de l'EBE (+28,4 millions d'euros) et de la progression modérée des amortissements en France et à l'International.

## Analyse du ROC par périmètre géographique

Au 31 décembre En millions d'euros	2021			2022		
	Consolidé	France	International	Consolidé	France	International
CA contributif	735,8	531,7	204,1	895,3	629,3	266,0
<b>ROC</b>	<b>71,5</b>	<b>54,7</b>	<b>16,8</b>	<b>91,3</b>	<b>61,7</b>	<b>29,6</b>
% CA contributif	9,7 %	10,3 %	8,2 %	10,2 %	9,8 %	11,1 %

Données consolidées à change courant.

Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **Sur le périmètre France**, le ROC s'établit à 61,7 millions d'euros, soit 9,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 54,7 millions d'euros à 10,3 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt), marquant une progression de +12,8 % par rapport à 2021. Cette progression intègre un effet de périmètre de (1,4) million d'euros relatif à la contribution *pro rata temporis* des activités nouvellement consolidées en 2022.

À périmètre constant, le ROC France atteint 63,1 millions d'euros soit 10,7 % du chiffre d'affaires contributif. Cette bonne performance reflète la progression organique de l'EBE en France (+14,5 millions d'euros) minorée, en particulier, de l'augmentation des dotations aux amortissements notamment liées aux investissements dans les activités de Gestion de la Dangerosité ;

- **Sur le périmètre international**, le ROC s'établit à 29,6 millions d'euros, soit 11,1 % du chiffre d'affaires contributif, et s'inscrit en forte hausse de +76,2 % en données publiées. Cette progression intègre un effet de périmètre de 2,0 millions d'euros lié à la contribution de Spill Tech sur deux mois supplémentaires en 2022, ainsi qu'un effet de change positif de +0,5 million d'euros.

À périmètre constant, le ROC International affiche une forte progression de +59,5 % -à change constant) et s'établit à 27,6 millions d'euros soit 10,7 % du chiffre d'affaires (vs. 16,8 millions d'euros, soit 8,2 % du chiffre d'affaires en 2021).

Cette performance retrace essentiellement l'amélioration organique de l'EBE International (+11,6 millions d'euros) minorée de la hausse des amortissements liée aux nouvelles capacités de Mecomer et Interwaste.

### Résultat opérationnel

Le Résultat opérationnel (RO) atteint 87,0 millions d'euros, soit 9,7 % du chiffre d'affaires contributif, en hausse (+26,6 % à change courant) par rapport à l'an passé.

Cette évolution favorable retrace essentiellement la progression du ROC minorée, notamment, des effets du regroupement d'entreprises, à hauteur de (4,5) millions d'euros vs. (0,9) million d'euros en 2021.

### Résultat financier

Au 31 décembre 2022, le Résultat financier s'établit à (18,5) millions d'euros contre (24,1) millions d'euros en 2021.

Cette amélioration reflète notamment :

- La légère réduction du **coût de l'endettement brut** à (17,8) millions d'euros vs. (18,4) millions d'euros il y a un an, malgré la progression de la dette financière brute moyenne sur la période et alors que le coût de cette dernière s'affiche à un niveau sensiblement réduit à 2,56 % (vs. 2,76 % en 2021), en raison notamment de l'émission obligataire opérée fin 2021.
- La baisse sensible du poste « **Autres produits et charges financiers** », à (0,9) million d'euros vs. (4,7) millions d'euros en 2021. Rappelons que ce poste comptabilisait l'an passé à hauteur de (4,4) millions d'euros, des indemnités de remboursement anticipé de la dette bancaire senior à échéance 2023 et de certains emprunts obligataires (« euro-PP ») de même échéance.

### Impôts sur les résultats

Au 31 décembre 2022, le poste « Impôts sur les résultats » s'établit à (19,2) millions d'euros vs. (14,1) millions d'euros il y a un an et se répartit :

- **Sur le périmètre France**, à hauteur de (12,1) millions d'euros -dont (5,6) millions d'euros d'impôts différés- vs. (9,7) millions d'euros -dont (2,2) millions d'euros d'impôts différés il y a un an ;
- **Sur le périmètre international**, à hauteur de (7,1) millions d'euros -dont 1,2 million d'euros d'impôts différés- vs. (4,4) million d'euros -dont +2,1 millions d'euros d'impôts différés- il y a un an.

Le taux d'imposition effectif ressort à 28,1 % vs. 31,5 % au 31 décembre 2021.

### Quote-part dans les résultats des entreprises associées

La quote-part dans les résultats des entreprises associées concerne principalement la part du Groupe dans le résultat des sociétés Gerep, Sogad. Il s'établit à (1,3) million d'euros au 31 décembre 2022 vs. (0,9) million d'euros un an plus tôt.

### Résultat net consolidé

Au 31 décembre 2022, le Résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 47,9 millions d'euros vs. 29,6 millions d'euros un an plus tôt.

Après comptabilisation de la part des participations ne donnant pas le contrôle, à hauteur de (3,3) millions d'euros vs. (1,2) million d'euros il y a un an, le **Résultat net part du Groupe** s'établit au 31 décembre 2022, à 44,6 millions d'euros, soit 5,0 % du chiffre d'affaires contributif (vs.

28,4 millions d'euros, soit 3,9% du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt).

Le **Résultat net par action** s'établit à 5,72 euros vs. 3,64 euros au 31 décembre 2021.

## 2.2 SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### Extrait du bilan consolidé

En millions d'euros

	2021	2022
	Réel	Réel
Actifs non courants	809,8	963,3
Actifs courants (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	242,8	315,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	172,2	126,2
Actifs destinés à la vente	-	-
Fonds propres (y.c. intérêts minoritaires)	274,9	317,4
Passifs non courants	634,6	660,8
Passifs courants	315,3	426,4
Passifs destinés à la vente	-	-

### 2.2.1 ACTIFS NON COURANTS

Le total des actifs non courants s'inscrit en hausse de 153,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021, principalement en raison de la variation des postes :

- « **Immobilisations corporelles et incorporelles** » : qui totalisent 880,3 millions d'euros, marquant une progression de +132,5 millions d'euros, représentant :
  - La hausse des actifs incorporels à hauteur de +68,1 millions d'euros, principalement liée à l'accroissement du poste « goodwill » en raison de l'acquisition de Sarp-Osis-IDF et de Assainissement 34 ainsi que de la constatation du goodwill provisoire de l'activité « Eaux industrielles » acquise auprès de Veolia ;
  - La hausse des **immobilisations corporelles** (+64,4 millions d'euros), qui inclut une variation de périmètre de +27,4 millions d'euros liée à la reconnaissance définitive des actifs à la juste valeur de Sarp-Osis IDF et d'Assainissement 34, ainsi que la reconnaissance provisoire des actifs à la juste valeur de l'activité « Eaux industrielles » ;
- « Participations dans les Entreprises associées » : +1,1 million en raison de la consolidation par mise en équivalence de la société Solena Valorisation suite à sa perte de contrôle en décembre 2022 ;
- « **Autres actifs financiers non courants** » : +21,9 millions d'euros, ce poste comptabilise entre autres, la hausse des créances opérationnelles concessives (+18,9 millions d'euros) en lien avec les travaux réalisés dans le cadre de la modernisation de l'unité de valorisation énergétique Mo'UVE à Montauban ;
- « **Autres actifs non courants** » : +3,3 millions d'euros. Ce poste est principalement constitué de la créance due par l'EMS Strasbourg à Sénerval ;
- « Impôts différés actifs » : en diminution de (6,0) millions d'euros.

## 2.2.2 ACTIFS COURANTS (HORS TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS)

Les actifs courants hors trésorerie s'établissent à 315,0 millions d'euros, en hausse de 72,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021.

Cette évolution retrace essentiellement l'évolution des postes « Stocks » et « Clients » et des créances de TVA.

## 2.2.3 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres (part du Groupe) en 2022 se décompose comme suit<sup>1</sup> :

(En millions d'euros)	Groupe	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Fonds propres au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>269,5</b>	<b>5,4</b>	<b>274,9</b>
Autres éléments du résultat global	6,3	ns	6,3
Résultat – part du Groupe	44,6	3,3	47,9
Augmentation de capital	-	0,6	0,6
Dividendes versés	(7,8)	(1,0)	(8,8)
Actions propres	0,1	-	0,1
Regroupement d'entreprises	-	-	-
Transactions entre actionnaires	(2,6)	(1,0)	(3,6)
Autres variations	ns	-	ns
<b>FONDS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2022</b>	<b>310,1</b>	<b>7,3</b>	<b>317,4</b>

## 2.2.4 PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Les passifs courants et non courants sont détaillés en Note 3.2.4.6 du présent document et se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	2021			2022		
	Non courant	Courant	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Instruments de couverture	-	-	-	10,3	-	10,3
Provisions	46,9	1,8	48,7	53,1	2,7	55,8
Autres passifs	4,7	248,5	253,2	4,8	311,2	316,0
Impôt exigible	-	0,9	0,9	-	1,1	1,1
<b>Total (hors dettes financières)</b>	<b>51,6</b>	<b>251,2</b>	<b>302,8</b>	<b>68,2</b>	<b>315,0</b>	<b>383,2</b>
Dettes financières	583,0	64,1	647,1	592,6	111,5	704,1
<b>TOTAL</b>	<b>634,6</b>	<b>315,3</b>	<b>949,9</b>	<b>660,8</b>	<b>426,5</b>	<b>1087,3</b>

Les passifs courants et non courants, hors dettes financières, s'établissent à 383,2 millions d'euros et affichent une variation de +80,4 millions d'euros reflétant principalement :

- Pour +11,0 millions d'euros, la variation des « **dettes sur acquisition d'immobilisations** », correspondant, à hauteur de (4,2) millions d'euros, au complément de prix d'acquisition de la société chilienne Ciclo et pour le solde, à la hausse des dettes sur acquisitions d'immobilisations liés à des projets d'investissements en France ;
- Pour +8,1 millions d'euros, la hausse des « **dettes sociales** » en raison de la reprise des passifs sociaux des sociétés acquises ;
- Pour +13,4 millions d'euros, la hausse des **dettes envers l'Etat** (hors IS), dont 7,0 millions d'euros au titre de la TVA et dont 6,0 millions environ, au titre de la contribution visant à plafonner les revenus infra-marginaux des producteurs d'électricité instaurée par la Loi de finances pour 2023 ;
- Pour le solde, les variations des autres passifs et plus particulièrement des postes de passifs courants tels que « Dettes Fournisseurs » (+27,8 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement financier net du Groupe est présentée au point 2.3.2 du présent document.

<sup>1</sup> Cf. Note 3.2.4.13 du présent document



## 2.3 TRÉSORERIE, FINANCEMENTS ET CAPITAUX

### 2.3.1 FLUX DE TRÉSORERIE

#### 2.3.1.1 Synthèse de l'état des flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	2021	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	142,3	148,1
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(117,6)	(189,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	47,0	(5,2)
Variation de trésorerie des activités poursuivies	71,6	(46,6)
Variation de trésorerie des activités abandonnées	-	-
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>71,6</b>	<b>(46,6)</b>

Au cours de la période, la variation de trésorerie a évolué de +71,6 millions d'euros à (46,6) millions d'euros.

Cette contraction de (118,2) millions d'euros retrace essentiellement :

- La hausse des flux générés par l'activité opérationnelle : +5,8 millions d'euros ;
- L'augmentation des flux liés aux opérations d'investissement : +71,9 millions d'euros ;
- L'évolution des flux liés aux opérations de financement : (52,2) millions d'euros.

#### 2.3.1.2 Flux des activités opérationnelles

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe génère 148,1 millions d'euros de flux de trésorerie issus des activités opérationnelles (vs. 142,3 millions d'euros un an plus tôt), soit une hausse de +5,8 millions d'euros.

Cette évolution traduit l'effet conjugué des variations :

- De la **marge brute d'autofinancement avant impôts et frais financiers** : +35,8 millions d'euros, à 188,9 millions d'euros (vs. 153,1 millions d'euros en 2021) ;
- Du **besoin en fonds de roulement** : (25,0) millions d'euros vs. (0,6) million d'euros en 2021 ;
- Des **impôts décaissés** : (15,8) millions d'euros vs. (10,1) millions d'euros en 2021.

#### 2.3.1.3 Flux des opérations d'investissement

(En millions d'euros)	2021	2022
Investissements industriels (hors investissements « IFRIC 12 »)	92,4	105,0
Investissements financiers	1,2	0,2
<b>INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS</b>	<b>93,6</b>	<b>105,2</b>
Investissements industriels	87,4	95,7
Investissements financiers	0,8	3,0
Acquisition de filiales – trésorerie nette	29,4	77,7
<b>INVESTISSEMENTS DÉCAISSÉS NETS</b>	<b>117,6</b>	<b>176,4</b>

En 2022, les **investissements industriels comptabilisés** s'établissent à 105,0 millions d'euros (vs. 92,4 millions d'euros en 2021) et se composent des :

- **Investissements de maintenance** à hauteur de 57,4 millions d'euros, soit 6,4 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 50,4 millions d'euros en 2021, soit 6,8 % du chiffre d'affaires contributif), démontrant leur bonne maîtrise liée à une meilleure efficacité industrielle.
- **Investissements de développement** pour 47,6 millions d'euros, soit 5,3 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 42,0 millions d'euros en 2021, soit 5,7 % du chiffre d'affaires contributif). Ils concernent essentiellement des investissements de croissance dans les Services ainsi que dans les outils de traitement thermiques (Gestion de la Dangerosité).

**Par nature**, les investissements industriels comptabilisés se répartissent de la manière suivante<sup>1</sup> :

- 9,8 millions d'euros de dépenses de seconde catégorie « GER » (vs. 14,0 millions d'euros en 2021) ;
- 18,0 millions d'euros au titre des outils de stockage et de production d'énergie (vs. 18,7 millions d'euros en 2021) ;
- 16,8 millions d'euros pour les outils de traitement thermiques (vs. 16,1 millions d'euros en 2021) ;
- 6,2 millions d'euros pour les outils de valorisation (vs. 3,9 millions d'euros en 2021) ;
- 17,7 millions d'euros pour les outils d'éco-services dont le parc de véhicules (vs. 11,5 millions d'euros en 2021) ;
- 20,9 millions d'euros pour les activités de holding au titre des systèmes d'information, des investissements réglementaires et des investissements de développement dans les filiales (vs. 16,9 millions d'euros en 2021) ;
- 15,6 millions d'euros d'investissements récurrents divers (vs. 11,3 millions d'euros en 2021).

**Par filière**, les investissements industriels comptabilisés (hors investissements « IFRIC 12 ») se répartissent ainsi :

	2021		2022	
	M€	%	M€	%
Filière déchets dangereux	51,4	55,6 %	69,7	66,4 %
Filière déchets non dangereux	41,0	44,4 %	35,3	33,6 %
<b>Total</b>	<b>92,4</b>	<b>100,0 %</b>	<b>105,0</b>	<b>100,0 %</b>

**Par zones géographiques**, la répartition des investissements industriels comptabilisés (hors investissements « IFRIC 12 ») démontrent la prépondérance

des investissements réalisés en France et à l'International, ceux réalisés par les principales filiales en Italie, en Afrique du Sud et en Espagne :

	2021		2022	
	M€	%	M€	%
<b>France</b>	<b>74,3</b>	<b>80,4 %</b>	78,7	75,0 %
Allemagne	0,1	0,1 %	0,1	0,1 %
Espagne <sup>2</sup>	0,8	0,9 %	5,5	5,2 %
Italie	8,5	9,2 %	9,9	9,3 %
Argentine	ns	ns	ns	ns
Chili	0,7	0,8 %	0,9	0,9 %
Mexique	ns	ns	ns	ns
Pérou	0,5	0,5 %	0,9	0,9 %
Afrique du Sud	7,5	8,1 %	9,0	8,6 %
<b>Total international</b>	<b>18,1</b>	<b>19,6 %</b>	<b>26,3</b>	<b>25,0 %</b>
<b>Total consolidé (hors IFRIC 12)</b>	<b>92,4</b>	<b>100,0 %</b>	<b>105,0</b>	<b>100,0 %</b>

Concernant les investissements des années futures, les organes de Direction de la Société ne prennent d'engagements fermes que s'agissant des investissements

concessifs dont le financement est réalisé par emprunt bancaire porté par l'entité détentrice de la DSP.

1 Certaines catégories d'investissements ont fait l'objet d'un ajustement de périmètre en 2022 au regard de 2021.

2 Les investissements réalisés par Solarca sont intégrés à 100% au périmètre « Espagne ».

La capacité du Groupe à autofinancer ses investissements (hors investissements concessifs, financés intégralement par endettement bancaire) est présentée ci-après :

(En millions d'euros)	2021	2022
<b>EBE</b>	<b>170,3</b>	<b>201,6</b>
Charges de réhabilitation et d'entretien des sites de traitement et actifs concédés	(10,7)	(11,0)
Autres charges et produits opérationnels calculés (y compris résultat de change)	(6,9)	(1,7)
<b>MBA avant IS et frais financiers</b>	<b>152,7</b>	<b>188,9</b>
Variation de BFR	(0,6)	(25,0)
Impôts décaissés	(10,1)	(15,8)
<b>Cash flow opérationnel (A)</b>	<b>142,0</b>	<b>148,1</b>
Investissements nets décaissés (B)	(87,4)	(95,7)
<b>Solde opérationnel</b>	<b>54,6</b>	<b>52,4</b>
(B)/(A)	61 %	65 %
Investissements financiers (C)	(30,2)	(80,7)
<b>Solde après opérations d'investissements</b>	<b>24,4</b>	<b>(28,3)</b>
(B+C)/A	83 %	128 %

Nota : les investissements concessifs (investissements « IFRIC 12 ») sont financés par des lignes spécifiques adossées.

### 2.3.1.4 Flux des opérations de financement

Le solde des flux de financement s'établit à (5,2) millions d'euros au titre de l'exercice 2022 et retrace :

- **Les flux de nouveaux emprunts** : 104,8 millions d'euros vs. 385,6 millions d'euros l'an passé. En 2021, cette ligne intégrait notamment l'émission d'un emprunt obligataire « euro-PP » de 50 millions d'euros en mars 2021 et une émission d'obligations senior de 300 millions d'euros en novembre 2021 ;
- **Les flux de remboursement d'emprunts** : (60,7) millions d'euros vs. (293,8) millions d'euros en 2021. En 2021, ces flux comptabilisaient principalement le remboursement anticipé du crédit bancaire senior à échéance 2023 ainsi que de certains emprunts obligataires « euro-PP » de même échéance ;
- **Les charges d'intérêt décaissées** : (14,6) millions d'euros vs. (15,3) millions d'euros en 2021 ;
- **Les flux de dividendes** versés aux actionnaires de la société et aux participations ne donnant pas le contrôle : (8,8) millions d'euros vs. (8,5) million d'euros en 2021 ;
- **Les flux de trésorerie sans prise de contrôle** : (3,0) millions d'euros vs. (2,1) millions d'euros en 2021, représentant pour l'essentiel, l'impact de l'acquisition complémentaire de 9 % des titres de Solarca ;
- **La variation des actions propres** pour 0,1 million d'euros vs. 0,2 million d'euros en 2021 ;
- **Le remboursement des dettes locatives** à hauteur de (23,5) millions d'euros -dont intérêts sur locations pour (2,4) millions d'euros vs. (19,2) millions d'euros dont intérêts sur locations pour (1,3) million d'euros en 2021.

## 2.3.2 ENDETTEMENT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'endettement net :

(en millions d'euros)	2021	2022
Dettes auprès des établissements de crédit (hors dettes sans recours)	139,1	186,5
Dettes sans recours auprès des établissements de crédit	27,0	24,3
Dettes obligataires	425,3	415,8
Dettes locatives	45,7	65,4
Instruments dérivés	-	9,6
Autres dettes financières	2,3	2,3
Dettes d'affacturage	5,4	7,0
Concours bancaires courants	2,3	2,7
<b>TOTAL DETTES FINANCIÈRES (courantes et non courantes)</b>	<b>647,1</b>	<b>713,6</b>
Trésorerie active	(172,2)	(126,2)
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>474,9</b>	<b>587,4</b>
Dont à moins d'un an (1)	(108,1)	(14,8)
Dont à plus d'un an	583,0	602,2

(1) La trésorerie active est considérée à moins d'un an

**L'endettement financier brut** s'établit à 713,6 millions d'euros au 31 décembre 2022, contre 647,1 millions d'euros un an plus tôt. Cette progression de +66,5 millions d'euros reflète essentiellement :

- L'**effet de périmètre** lié à l'intégration des sociétés acquises en 2022 : +16,6 millions d'euros dont +15,1 millions d'euros au titre des dettes locatives.

Et à **périmètre constant**, principalement les variations :

- De la dette auprès des établissements de crédit (hors dette sans recours) : +47,4 millions d'euros ;
- De la dette obligataire : (9,5) millions d'euros ;
- Des dettes locatives : +4,6 millions d'euros ;
- De la dette d'affacturage : +1,6 million d'euros. Par souci de comparabilité des comptes, la ligne « Concours bancaires courants » de l'exercice 2021 a également fait l'objet d'un retraitement à hauteur de la dette d'affacturage au 31 décembre 2021, soit 5,4 millions d'euros.

Au 31 décembre 2022, 73 % de la dette financière brute y compris les dettes locatives et après prise en compte des instruments de couverture est à taux fixe (vs. 94 % en 2021).

La répartition de l'endettement financier brut (hors instruments financiers) par devises est la suivante :

Au 31 décembre	2021		2022	
	M€	%	M€	%
<b>Euros</b>	<b>614,7</b>	<b>95,0 %</b>	<b>679,5</b>	<b>95,2 %</b>
ZAR (Afrique du sud)	15,9	2,5 %	15,5	2,2 %
PEN (Pérou)	12,6	1,9 %	14,3	2,1 %
USD (USA)	1,2	0,2 %	2,1	0,1 %
SGD (Singapour)	1,4	0,2 %	1,3	0,2 %
QAR (Qatar)	0,4	<0,1 %	0,3	<0,1 %
GBP (UK)	0,3	<0,1 %	0,3	<0,1 %
CLP (Chili)	0,5	0,1 %	0,2	<0,1 %
Autres devises	0,1	<0,1 %	0,1	<0,1 %
<b>TOTAL CONSOLIDÉ</b>	<b>647,1</b>	<b>100,0 %</b>	<b>713,6</b>	<b>100,0 %</b>

Au 31 décembre 2022, la **trésorerie active** s'établit à 126,2 millions d'euros, vs. 172,2 millions d'euros un an plus tôt. Elle est principalement impactée par les décaissements des prix d'acquisition dans le cadre des entrées de périmètre en 2022.

À la même date, **l'endettement financier net** du Groupe ressort à 587,4 millions d'euros (vs. 474,9 millions un an plus tôt) marquant une progression de +10,3 %.

Sur la période, il évolue de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/21	31/12/22
<b>Endettement financier net d'ouverture</b>	<b>450,3</b>	<b>474,9</b>
Flux des activités opérationnelles	(142,3)	(148,1)
Investissements industriels décaissés nets	87,4	95,7
Investissements financiers décaissés nets	1,9	(0,1)
Dividendes	8,5	8,8
Intérêts décaissés nets (dont intérêts sur dettes locatives)	16,6	17,0
Variation des autres prêts et créances financiers	0,8	16,1
Augmentation ou diminution de capital	-	0,6
<b>Variation de l'endettement net à périmètre constant (avant effets non cash)</b>	<b>423,2</b>	<b>464,9</b>
Effet de périmètre	36,1	80,7
Variation non cash de la dette	15,6	41,8
<b>Endettement financier net de clôture</b>	<b>474,9</b>	<b>587,4</b>

## 2.4 ÉVOLUTION PRÉVISIBLE, PERSPECTIVES D'AVENIR ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

### 2.4.1 FAITS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

#### 2.4.1.1 Acquisition de Assainissement Rhône-Isère (ARI)

Le 16 janvier 2023, Séché Environnement a finalisé l'acquisition de la société Assainissement Rhône-Isère (ARI) renommée depuis lors Séché Assainissement Rhône-Isère.

Basée à Bonnefamille (Isère) et présente sur toute la région Auvergne-Rhône-Alpes, cette société est présente dans les métiers de l'assainissement, du nettoyage industriel et de l'hydrocurage haute pression. Avec ses 2 collaborateurs hautement qualifiés, elle est habilitée à intervenir sur les sites classés Seveso et a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 millions d'euros en 2022.

Le prix d'acquisition de l'ordre de 0,7 million d'euros environ a été financé sur les disponibilités du Groupe.

Cette acquisition complète le dispositif de Séché Environnement en région Rhône-Alpes.

#### 2.4.1.2 Validation de la stratégie de décarbonation par la SBTi

En janvier 2023, la *Science Based Target initiative* (SBTi) a validé l'objectif de réduction des émissions de GES de Séché Environnement. La SBTi reconnaît ainsi que la cible que s'est fixée Séché Environnement est basée sur des critères scientifiques et en ligne avec l'Accord de Paris de lutte contre le réchauffement climatique.

La stratégie de décarbonation de Séché Environnement vise une réduction absolue de -25 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) directes (scope 1) et indirectes liées à la consommation d'énergie (scope 2) entre 2020 et 2030.

#### 2.4.1.3 Autres faits significatifs postérieurs à la clôture

À la date de rédaction du présent document, nous n'avons pas eu connaissance d'autres faits postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

À notre connaissance, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

### 2.4.2 PERSPECTIVES 2023

#### Présence sur des marchés à forte visibilité et durablement bien orientés

Positionné sur les marchés porteurs et à forte visibilité de l'économie circulaire et de la décarbonation de l'économie, ainsi que de la protection de l'environnement, de la santé humaine et de la biodiversité, Séché Environnement propose des solutions d'écologie industrielle et territoriale qui visent à fournir à ses clientèles des ressources locales, pérennes et décarbonées, tout autant que des réponses à leurs problématiques de gestion des risques industriels et environnementaux.

Il adresse ainsi les problématiques à long terme de durabilité des industriels et des territoires, et répond aux contraintes réglementaires qui imposent, en France et de plus en plus

dans le Monde, la mise en œuvre d'une économie industrielle et territoriale plus sobre en matière de ressources matières ou énergétiques et plus respectueuse du cadre de vie.

Par ailleurs, face aux enjeux de court terme de ces mêmes acteurs économiques confrontés à la crise énergétique, au renchérissement brutal des matières premières et aux effets déjà perceptibles du changement climatique, les offres de Séché Environnement répondent avec acuité à l'urgence pour ces mêmes acteurs économiques de trouver des solutions locales et décarbonées pour garantir la sécurité de leurs approvisionnements en ressources stratégiques : énergie, matières premières, eau...

## Poursuite de la croissance organique à un rythme normatif

### Contribution des activités récemment intégrées

Sur son **périmètre historique**<sup>1</sup>, après un exercice 2022 caractérisé par une forte croissance organique accélérée d'une part, par des contrats d'urgence environnementale d'ampleur exceptionnelle en France et à l'International, et d'autre part, par le rebond post-Covid des activités de Solarca et en Amérique Latine, Séché Environnement anticipe au titre de l'exercice 2023 :

- En **France**, le retour à une progression de ses activités sur un rythme plus normatif, en ligne avec ses niveaux de croissance soutenable sur le moyen terme ;
- À **l'International**, la poursuite d'une croissance sensible sur les principaux périmètres, comme Mecomer et Interwaste qui devraient rester soutenues par la montée en puissance de leurs nouvelles capacités alors que l'Amérique Latine et Solarca devraient renouer avec leurs rythmes de croissance d'avant la pandémie.

Sur son **nouveau périmètre**, le Groupe bénéficiera de la contribution en année pleine des filiales intégrées en 2022 et celle, *pro rata temporis*, des acquisitions réalisées en ce début d'exercice 2023. Il bénéficiera en outre de la dynamique commerciale résultant du déploiement de ces activités, en particulier dans les services comme l'assainissement ou la gestion des eaux industrielles, et de la mise en œuvre de leurs synergies commerciales et industrielles avec le reste du Groupe.

Au total, le chiffre d'affaires contributif de Séché Environnement devrait s'établir à un niveau proche de 1 000 millions d'euros au titre de l'exercice 2023.

## Solidité des marges opérationnelles sur le périmètre historique

### Montée en rentabilité des activités récemment intégrées

Sur son **périmètre historique**<sup>1</sup>, le Groupe est confiant sur sa capacité à poursuivre la progression de son taux de marge d'EBE (EBE/CA contributif) par rapport à 2022 :

- En **France**, Séché Environnement devrait bénéficier d'effets commerciaux positifs sur des marchés bien orientés ainsi que des effets de sa stratégie d'efficacité industrielle, fondée sur une sélectivité rigoureuse de ses investissements, l'amélioration des taux de disponibilité de ses outils industriels et l'optimisation de son organisation ;

- À **l'International**, le Groupe devrait confirmer l'amélioration tendancielle de sa rentabilité opérationnelle, soutenue par la croissance attendue de ses principales filiales.

Sur le **nouveau périmètre** intégré en 2022, notamment dans les métiers de l'assainissement ou de l'eau industrielle, Séché Environnement s'emploiera à intégrer ces activités et à mettre en œuvre les synergies industrielles et commerciales avec les autres métiers du Groupe afin de porter, progressivement à partir de 2023, leur taux de marge d'EBE au niveau des standards du Groupe.

Au total, le taux de marge d'EBE devrait s'établir à un niveau proche de 22 % du chiffre d'affaires contributif consolidé.

## Maitrise des investissements industriels Génération de trésorerie libre et flexibilité financière confortées

Les **investissements industriels** devraient s'établir à un montant comparable à celui de 2022, de l'ordre de 100 millions d'euros, soit 10 % environ du chiffre d'affaires contributif, illustrant le retour du Groupe à ses niveaux cibles d'investissements industriels après des exercices 2021 et 2022 caractérisés par des investissements de croissance significatifs.

Par ailleurs, le Groupe s'attachera à maximiser sa génération de **cash flow opérationnel disponible**, par exemple en ciblant le retour d'une variation de besoin en fonds de roulement nulle (hors acquisitions réalisées en 2023), pour conforter son objectif de **taux de conversion de l'EBE en cash** supérieur à 35 % et plus largement, viser -hors acquisitions- un **levier financier** (dette financière nette / EBE) de 2,7x.

1 Hors périmètre intégré en 2022 et 2023

## 2.4.3 PERSPECTIVES DE MOYEN TERME

### 2.4.3.1 Perspectives financières

Les réalisations financières de Séché Environnement en 2022 confortent le Groupe dans sa confiance à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé à horizon 2025<sup>1</sup>.

Toutefois, compte tenu des évolutions significatives du périmètre de consolidation intervenues en 2022 et début 2023 -  la date de rédaction du présent document-, Séché Environnement devrait actualiser courant 2023 ses perspectives de moyen terme pour prendre en compte la contribution des nouveaux périmètres sur ses perspectives à 3 ans (horizon 2026).

### 2.4.3.2 Perspectives extra-financières

Séché Environnement confirme sa **stratégie Climat à horizon 2030** alignée sur les objectifs des Accords de Paris de 2017, qui prévoit que le Groupe aura réalisé d'ici à 2025, une baisse de 10 % de ses émissions de gaz à effet de serre et une augmentation de 40 % des gaz à effet de serre évités chez ses clients au titre de ses activités de recyclage.

L'atteinte de ces objectifs s'appuiera sur un plan d'actions articulé autour de **trois leviers complémentaires** :

- La **sobriété énergétique** : le Groupe vise une réduction d'au minimum -10 % de la quantité d'énergie consommée par site entre 2020 et 2025. Concernant le bâti industriel et tertiaire, les actions de sobriété visent le chauffage, les luminaires et la bureautique. Concernant les process industriels, elles ciblent la production d'air, la production de froid, la production de chaleur, la gestion des lixivats et du biogaz ainsi que l'optimisation de l'utilisation des engins de production et des véhicules de transport.
- La **substitution énergétique** : le Groupe privilégie la consommation d'énergie faiblement carbon e. Il cherche d'abord à autoconsommer les énergies (biogaz, chaleur, électricité) produites sur ses sites à partir des déchets et dont le facteur d'émissions est plus faible que les énergies qu'il achète. Par ailleurs, le Groupe accentue ses efforts pour substituer les énergies fossiles qu'il consomme par des énergies moins carbonées (fossiles ou non-fossiles).
- La **lutte contre les émissions fugitives** : Séché Environnement met en œuvre une politique de lutte contre les émissions diffuses de biogaz et mène une politique de détection et de réduction des émanations de biogaz en réalisant de façon continue des actions correctives et en adaptant ses opérations.

1 Cf. communiqué du 8 mars 2022



## 2.5 PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

### 2.5.1 PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT DE SÉCHÉ ENVIRONNEMENT SA

(En milliers d'euros)	2021	2022	Variation
Chiffre d'affaires	13 557	17 834	+31,5 %
Résultat d'exploitation	(10 280)	(8 086)	+21,3 %
Résultat financier	27 349	45 581	+66,7 %
Résultat exceptionnel	110	16	-85,5 %
IS (y compris intégration fiscale)	(13 701)	(14 364)	+4,8 %
<b>Résultat net</b>	<b>30 880</b>	<b>51 875</b>	<b>+68,0 %</b>

Au 31 décembre 2022, le résultat net de Séché Environnement SA ressort à 51,9 millions d'euros, en évolution de 21,0 millions d'euros par rapport au résultat net constaté un an auparavant (30,9 millions d'euros).

Cette progression s'explique principalement par l'évolution du résultat financier, en hausse de 18,3 millions d'euros.

### 2.5.2 DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article 441 du Code de commerce, les informations relatives aux délais de règlement clients et fournisseurs sont présentées ci-après :

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées	0					29	0					81
Montant TTC total des factures concernées (K€)	0	44	37	0	96	176	0	181	116	111	1 679	2 087
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice (K€)	0	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,3 %	0,5 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice	0,0 %						0,0 %	0,8 %	0,5 %	0,5 %	7,8 %	9,7 %
<b>(B) Factures exclues de (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures exclues			10									Néant
Montant total des factures exclues (K€)			72									Néant

Les délais de paiement de référence utilisés sont les délais contractuels, à défaut légaux.

## 2.5.3 AFFECTATION DU RÉSULTAT

Après avoir constaté l'existence d'un bénéfice de 51 874 968,00 euros, il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 avril 2023 de décider l'affectation et la répartition suivante proposée par le Conseil d'administration :

- Distribution de la somme de 8 643 505,20 euros.  
Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouverait ainsi fixé à 1,10 euro par action.  
Le détachement du coupon interviendra le 7 juillet 2023 et le dividende sera mis en paiement à partir du 11 juillet 2023. Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis à un prélèvement forfaitaire sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts) et aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Ce prélèvement forfaitaire n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu mais il constitue un acompte d'impôt sur le revenu, imputable sur l'impôt dû l'année suivante. Sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, le dividende peut être soumis à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après application d'un abattement de 40 % (article 200 A, 2, et 158 3-2° du Code général des impôts).

- Affectation de la somme de 43 231 462,80 euros au compte « Report à nouveau », qui sera porté à 148 433 115,81 euros. Il est précisé que les sommes correspondant aux dividendes non versés aux actions détenues par la Société à la date de détachement du coupon, sera portée au crédit du compte « Report à nouveau » à la date de mise en paiement.

## 2.5.4 TABLEAU DES RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

(En euros)	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital	1 571 546	1 571 546	1 571 546	1 571 546	1 571 546
Nombre des actions ordinaires existantes	7 857 732	7 857 732	7 857 732	7 857 732	7 857 732
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 152 145	12 434 447	11 466 046	13 557 238	17 833 949
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	15 227 544	19 280 638	31 341 958	18 730 057	38 409 558
Impôts sur les bénéfices	(9 041 219)	(9 153 472)	(10 385 595)	(13 700 689)	(14 363 802)
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	12 461 360	33 387 735	45 515 574	30 880 011	51 874 968
Résultat distribué	7 464 845	7 464 845	7 464 845	7 857 732	8 643 505
<b>Résultat par action</b>					
Résultat avant impôts participation des salariés, avant dotations aux amortissements et provisions	3,09	3,62	5,31	4,13	4,89
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,59	4,25	5,79	3,93	6,60
Dividende attribué à chaque action	0,95	0,95	0,95	1,00	1,10
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	29	28	28	29	29
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 227 442	3 183 525	3 062 385	3 149 564	3 264 843
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité soc., œuvres soc.)	1 281 416	1 307 225	1 244 415	1 286 437	1 336 634

## 2.6 INFORMATION SUR LES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'Assemblée générale dans le délai de 9 mois à compter de la clôture de l'exercice. Aucune répétition des dividendes ne peut être exigée des actionnaires, hors le cas de distribution de dividendes fictifs ou d'intérêts fixes ou intercalaires qui sont interdits par la loi.

Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'État.

Le montant des dividendes par action mis en distribution au titre des 3 exercices précédents et de l'abattement correspondant sont les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement de 40 %		Revenus non éligibles à l'abattement de 40 %
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2019	7 464 845,40 € soit 0,95 € par action	Néant	-
2020	7 464 845,40 € soit 0,95 € par action	Néant	-
2021	7 857 732,00 € soit 1,00 € par action	Néant	-

## 2.7 FACTEURS DE RISQUES

La présentation des facteurs de risques est faite en application des dispositions de l'article 16 du Règlement européen 2017/1129 dit « Règlement Prospectus 3 ». A cet effet, la cartographie des risques ne prend en compte que les seuls risques qui apparaissent spécifiques à Séché Environnement. Leur pondération et hiérarchisation conduit à une liste de risques analysés en termes de gravité, de fréquence et de temporalité (évolution future envisagée) qui figure dans cette section du Document d'enregistrement universel.

Séché Environnement a réalisé fin 2022, avec l'aide d'un cabinet de conseil externe (TENNAXIA), une refonte de son analyse de matérialité et de sa cartographie des risques extra financiers afin d'anticiper la Directive européenne dites CSRD. L'analyse des facteurs de risques extra financiers est détaillée en Chapitre 1 du présent document (voir § 1.3 Analyse de matérialité, enjeux RSE et facteurs de risques).

La présente section du Document d'enregistrement universel présente donc les facteurs de risques financiers.

La cartographie des risques financiers est basée sur la réalisation par Séché Environnement en 2019, selon une méthodologie normée et avec l'aide d'un consultant tiers extérieur, TENNAXIA, d'une analyse de matérialité. Début 2023, il a été procédé en interne à une mise à jour de la cartographie des risques financiers.

Le tableau de synthèse des risques financiers bruts et nets avec le comparatif entre 2019 et 2022 figurent ci-dessous. Le Règlement Prospectus 3 s'adresse aux risques nets, c'est-à-dire résiduels après application des politiques de limitation et de prévention.

01

02

03

04

05

06

BRUT		Gravité type		Fréquence	
Risque		2019	2022	2019	2022
A1	Risque de taux d'intérêts	1,9	1,9	2	1,5
A2	Risque de changes	2,1	2,5	2,8	2,8
A3	Risque de liquidités	1,9	2	1,6	1,6
A4	Risques de contrepartie	1,4	1,6	1,9	1,9
A5	Risques liés aux variations de prix de matières premières et de l'énergie	1,7	2,7	2,4	3,1
A6	Risques liés aux indices de pertes de valeurs sur les actifs	1,6	1,6	1,7	1,7
A7	Risque assurances	2,3	2,3	2	2

## RISQUES FINANCIERS BRUTS 2022



### DÉFINITION GRAVITÉ

**Mineur (0 - 1)** – Les conséquences du risque seront faciles à gérer.

**Modéré (1 - 2)** – Les conséquences du risque mettront du temps à être atténuées

**Majeur (2 - 3)** – Les conséquences du risque seront importantes et pourront engendrer des dommages à long terme.

**Critique (3 - 4)** – Les conséquences du risque seront véritablement néfastes et il sera probablement difficile de s'en remettre.

### DÉFINITION FRÉQUENCE

**Rare (0 - 1)** – Il y a peu de chances que ce risque se produise.

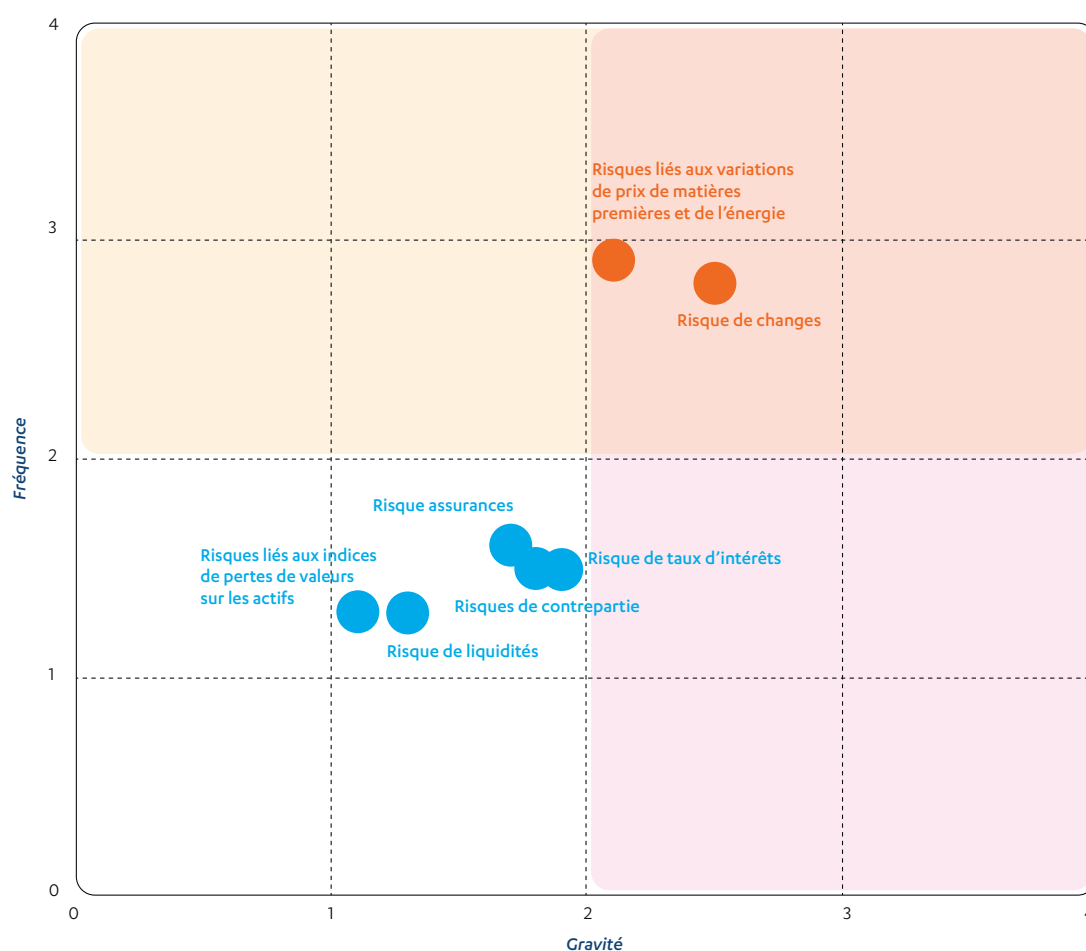
**Ponctuel (1 - 2)** – Ce risque pourrait se produire, mais pas nécessairement.

**Régulier (2 - 3)** – Il y a de fortes chances que ce risque se produise.

**Courant (3 - 4)** – Ce risque se produira très certainement.

NET		Gravité type		Fréquence	
Risque		2019	2022	2019	2022
A1	Risque de taux d'intérêts	1,4	1,9	1,5	1,5
A2	Risque de changes	1,7	2,5	2,3	2,8
A3	Risque de liquidités	1,3	1,3	1,3	1,3
A4	Risques de contrepartie	1,2	1,8	1,1	1,5
A5	Risques liés aux variations de prix de matières premières et de l'énergie	1,3	2,1	1,9	2,9
A6	Risques liés aux indices de pertes de valeurs sur les actifs	1,1	1,1	1,3	1,3
A7	Risque assurances	1,7	1,7	1,6	1,6

## RISQUES FINANCIERS NETS 2022



### DÉFINITION GRAVITÉ

**Mineur (0 - 1)** – Les conséquences du risque seront faciles à gérer.

**Modéré (1 - 2)** – Les conséquences du risque mettront du temps à être atténuées

**Majeur (2 - 3)** – Les conséquences du risque seront importantes et pourront engendrer des dommages à long terme.

**Critique (3 - 4)** – Les conséquences du risque seront véritablement néfastes et il sera probablement difficile de s'en remettre.

### DÉFINITION FRÉQUENCE

**Rare (0 - 1)** – Il y a peu de chances que ce risque se produise.

**Ponctuel (1 - 2)** – Ce risque pourrait se produire, mais pas nécessairement.

**Régulier (2 - 3)** – Il y a de fortes chances que ce risque se produise.

**Courant (3 - 4)** – Ce risque se produira très certainement.

**A1 - Risque de taux d'intérêt**

Ce risque est détaillé en Chapitre 3 (États financiers consolidés) dans la section 3.2.4.8 (d) « Exposition au risque de taux d'intérêt ».

**A2 - Risque de Change**

Ce risque est détaillé en Chapitre 3 (États financiers consolidés) dans la section 3.2.4.8 (e) « Exposition au risque de change ».

**A3 - Risque de liquidité**

Ce risque est détaillé en Chapitre 3 (États financiers consolidés) dans la section 3.2.4.8 (b) « Exposition au risque de liquidité ».

**A4 - Risques de contrepartie**

Ce risque est détaillé en Chapitre 3 (États financiers consolidés) dans la section 3.2.4.7 « Trésorerie nette – Risque de contrepartie ».

**A5 - Risques liés aux variations de prix de matières premières et de l'énergie**

Depuis le début de l'année 2022, le contexte économique a fortement changé avec une inflation des coûts de l'énergie et des matières premières.

Pour l'énergie : l'année 2022 a été marquée par une très forte augmentation des prix à terme 2023-2024-2025 ainsi que du marché SPOT durant l'été 2022.

Le Groupe Séché Environnement participe à un groupement d'achat de gaz naturel et d'électricité pour la fourniture d'énergie à l'ensemble de ses filiales en France. Les membres de ce groupement mutualisent leurs besoins dans le but de rationaliser les coûts et de mitiger les risques de variation de consommation liés à la contractualisation de volumes à terme. Les fournisseurs sont sélectionnés par un appel d'offre avec pour objectif de retenir le fournisseur le plus performant ainsi que le cadre contractuel le plus avantageux possible. La stratégie d'approvisionnement 2023 a donc été adaptée en conséquence. Le groupement d'achat étudie également des solutions d'approvisionnement à plus long terme (10-20 ans) afin d'avoir la possibilité à terme de s'affranchir de la volatilité des marchés.

Concernant l'électricité consommée en 2022, plus de 75 % des volumes ont pu être achetés à prix fixe et le solde a été acheté sur le SPOT. Le risque a donc été encouru sur le prix d'achat de ce solde. Le Groupe pour 2023, a sécurisé à prix fixe plus de 50 % de ses volumes, le solde devant être approvisionné sur le marché SPOT.

Concernant le gaz naturel consommé en 2022, plus de 60 % des volumes ont pu être achetés sur le marché à terme à des moments propices. Le risque encouru a été sur le prix d'achat du solde.

En ce qui concerne les matières premières, en 2022, l'approche du Groupe a été de sécuriser ses approvisionnements en matières premières en élargissant sa base de fournisseurs, notamment pour celles les plus critiques. Pour 2023, le Groupe envisage continuer cette sécurisation et utiliser la fluctuation de l'inflation pour contenir ou inverser les tendances de l'évolution des coûts.

**A6 - Risques liés aux indices de pertes de valeurs sur les actifs**

Ce risque est détaillé en Chapitre 3 (États financiers consolidés) dans la section 3.2.4.1 (c) « Immobilisations incorporelles - Test de dépréciation ».

**A7 - Risque Assurances**

Séché Environnement est assuré auprès de plusieurs compagnies d'assurance reconnues, dans le cadre d'un programme global dont bénéficient toutes les sociétés du Groupe dès lors qu'elles sont détenues (directement ou indirectement) à plus de 50 % de droits de vote et/ou de capital et dont il assure la gestion. Les termes et conditions de ce programme d'assurance sont revus et ajustés annuellement dans le cadre de négociations aux meilleurs des intérêts du Groupe.

Les principales polices souscrites sont :

- L'assurance « dommages aux biens/pertes d'exploitation » avec une garantie maximale de 150 millions d'euros selon la valeur de chaque site et des limites et/ou sous-limites pour les extensions de garantie ;
- L'assurance « responsabilité civile y compris atteintes à l'environnement » avec un plafond de garantie, tous dommages confondus et par période d'assurance de 65 millions d'euros et des limites et des sous-limites pour les extensions de garantie.

Les métiers de Séché Environnement comportent des risques industriels comparables à la majorité de ceux rencontrés dans l'industrie, avec toutefois un risque spécifique de pollution reposant sur la nature même des substances traitées, susceptibles de porter gravement atteinte à l'environnement et aux personnes. On soulignera en particulier le risque incendie lié au « mix matières ». Ce risque est bien connu dans la profession notamment sur les centres de tri et les plateformes de conditionnement.

Le risque de pollution « accidentelle » fait l'objet d'une couverture via le programme d'assurance du Groupe (responsabilité civile - atteinte à l'environnement).